



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETÉ N° 564/DDPP/2014**  
**portant mise en demeure**

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

VU les dispositions de la directive européenne IED relative aux émissions industrielles ;  
VU le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment ses articles L. 171-7 et L.171-8 ;  
VU le livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et notamment ses articles R. 515-82 II, R. 515-72 et R. 515-59 ;  
VU le bénéfice d'antériorité du 14 juin 2012 délivré à la société CHIMIREC CENTRE EST pour l'exploitation d'un dépôt d'huiles usagées sur le territoire de la commune de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU, "Beauvernay" ;  
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 octobre 2014 établissant le défaut de transmission par l'exploitant du dossier de mise en conformité et du rapport de base prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-59 du code de l'environnement ;  
**CONSIDERANT** que les dispositions applicables aux établissements bénéficiant de l'antériorité sur les rubriques 3xxx de la nomenclature des installations classées relevant de la directive européenne IED ne sont pas respectées ;  
**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas donné suite au courrier de l'Inspection des installations classées en date du 16 mai 2014 lui octroyant un délai jusqu'au 15 août 2014 pour satisfaire à ces obligations ;  
**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;  
**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La société CHIMIREC CENTRE EST, dont le siège social est situé à MONTMOROT, ZAC Les Toupes 39570, est mise en demeure de produire et transmettre à l'Inspection des installations classées, avant le 31 décembre 2014, le rapport de base et le document de conformité prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-59 du code de l'environnement, pour le site qu'elle exploite à SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU, lieu-dit "Beauvernay" 42190.

**ARTICLE 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé. Article 3 :

**ARTICLE 3 :**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

04 DEC. 2014

Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société CHIMIREC CENTRE EST

ZAC Les Toupes

39570 MONTMOROT

- Sous-Préfecture de Roanne

- Monsieur le maire de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono